

RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL 2018



SOMMAIRE



1. RAPPORT DE GESTION	3
2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	4
2.1. BILAN	4
2.2. COMPTE DE RÉSULTAT	6
2.3. ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	7
2.4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	8
2.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	9
3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	10
3.1. FAITS CARACTÉRISTIQUES	10
3.2. RÉFÉRENTIEL IFRS	10
3.2.1. RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ	10
3.2.2. NORMES ET INTERPRÉTATIONS NON UTILISÉES	10
3.2.3. PREMIÈRE APPLICATION	10
3.2.4. IMPACT DES NORMES PROCHAINEMENT APPLICABLES	10
3.3. MÉTHODES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	11
3.3.1. MÉTHODES DE CONSOLIDATION	11
3.3.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	12
3.3.3. SOCIÉTÉS EXCLUES DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	13
3.4. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES	13
3.4.1. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS	13
3.4.2. BILAN	13
3.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT	18
3.4.4. INFORMATION SECTORIELLE	19
3.4.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	19
3.5. NOTES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS	20
3.5.1. INSTRUMENTS FINANCIERS	20
3.5.2. DETTES DE FINANCEMENT	27
3.5.3. RISQUES DES CONTRATS EN UNITÉS DE COMPTE	28
3.6. NOTES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	28
3.6.1. CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	28
3.7. AUTRES NOTES	31
3.7.1. BILAN	31
3.7.2. ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS	32
3.7.3. COMPTE DE RÉSULTAT	32
3.8. ÉVÈNEMENTS POST CLÔTURE	33
4. RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	34

1. RAPPORT DE GESTION

Natixis Assurances a déployé au mois de juin un nouveau modèle de relation clients en Assurance de personnes, développé dans le cadre du programme de transformation « Move#2018 ». L'organisation, les outils et les process de la relation clients sont désormais les mêmes pour les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.

En Assurance Non Vie, Natixis Assurances a mis en production le 18 juin le 1er lot de son nouveau SI Sinistres (projet Purple#Care) correspondant au produit 2 roues. La nouvelle offre 2 roues a, quant à elle, été lancée dans les Caisses d'Epargne le 25 juin 2018. Concernant le projet Innove#2020 (dont la finalité est de faire de BPCE Assurances la plateforme de référence des 2 réseaux pour le marché des particuliers), le cadrage a été terminé et validé en CESI le 12 juin et au conseil d'administration de BPCE Assurances le 10 juillet 2018.

Évolution de l'activité commerciale

Le premier semestre 2018 a été marqué par une bonne dynamique commerciale dans la totalité des branches d'assurance.

Avec 5,7 Md€ de primes, la collecte d'Assurance Vie progresse de 2% par rapport au premier semestre 2017, porté le réseau des Caisses d'Epargne (+5% par rapport au premier semestre 2017), qui représente près de 59% de la collecte brute affaires directes. La collecte issue des Banques Populaires est stable et mieux orientée (+11% sur les UC et -5% sur l'Euro). Les primes relatives aux supports en Unités de Compte sont également stables à 1 968 M€ et représentent 35% de la collecte brute totale.

A 442 M€, les cotisations de **Prévoyance** et **Assurance Des Emprunteurs** (ADE) affichent une croissance de 5% portée par les deux activités. L'évolution de l'ADE (+2%) résulte principalement de la croissance du réseau Caisse d'Epargne (+7%), alors que le réseau Banque Populaire connaît une décroissance (-4%) due à l'entrée des nouvelles générations à une quote-part de co-réassurance inférieure à celle des générations passées.

Les cotisations de Prévoyance individuelle sont en hausse de 15 M€ (+15%), croissance principalement portée par le réseau des Caisses d'Epargne (+75%) qui représente 28% de l'activité Prévoyance (18% au S1 2017), 60% de cette croissance étant portée par le produit Obsèques. Sur le réseau des Banques Populaires, l'activité Prévoyance individuelle affiche une légère progression (+2%) principalement issue des produits Fructi-Famille et Fructi-Homme Clé.

Sur des marchés matures et très concurrentiels, les nouveaux contrats **Dommmages** souscrits s'établissent à 654 331, soit une diminution de 10% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse concerne les 2 réseaux et résulte principalement d'un début d'année 2017 exceptionnel en termes de ventes, d'un effet de la loi Hamon désormais moins porteur et de la baisse des financements immobiliers. Les primes acquises Dommmages issues des deux réseaux sont en hausse de 8% à 737 M€, portées par la croissance des produits Auto, Multi-risques accidents de la vie et Habitation.

Évolution du Produit Net Bancaire (PNB) et du résultat consolidé semestriels

Le PNB des activités d'Assurance atteint 404 millions d'euros, soit une amélioration de 8% par rapport à 2017 :

- la hausse du PNB Epargne (151 M€, soit +17%) est portée par l'évolution des marges organiques et de la marge financière en lien avec la progression des encours gérés (+14% sur les affaires directes) ;
- la Prévoyance individuelle accroît ses revenus de 6% pour atteindre 30 M€ grâce à un effet volume positif et malgré un effet mix produit défavorable (une part significative de la hausse du chiffre d'affaires est portée par le produit Obsèques dont le S/P est supérieur à la moyenne) ;
- l'activité ADE affiche un PNB en baisse de 6% à 61 M€ en lien avec l'impact grandissant des nouvelles générations pour lesquelles l'absence d'historique implique une estimation de la sinistralité plus conservatrice ;
- l'activité dommages est en hausse de 6% résultant de la progression des primes, d'un bon niveau de sinistralité courante en dépit du poids des événements climatiques et d'une sinistralité sur antérieurs favorable.

Les charges d'exploitation s'établissent à 214 M€, en diminution de 2%. Retraitées de la C3S exceptionnelle de 19 M€ supportée en 2017 issue de l'entrée de portefeuille du traité stock Caisse d'Epargne, elles augmentent de 7% ; cette progression demeure inférieure à la celle du PNB (effet ciseau positif).

Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation augmente de 17% pour s'établir à 188 M€.

La charge d'impôt 2018 est en hausse de 49% à 63 M€

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 128 M€, en hausse de 6% par rapport au résultat publié en juin 2017 (121 M€). En lien avec le rachat des minoritaires de BPCE Assurances fin 2017, le résultat net part du groupe progresse quant à lui de 21% à 128 M€ (106 M€ au 1er semestre 2017).

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1. BILAN

ACTIF (en k€)	30 juin 2018	31 déc. 2017
Écarts d'acquisition	17 647	17 647
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-
Autres immobilisations incorporelles	133 654	139 121
ACTIFS INCORPORELS	151 301	156 768
Immobilier de placement	964 084	991 441
Immobilier de placement en UC	424 456	416 835
<i>Placements détenus jusqu'à leur échéance</i>	<i>1 595 545</i>	<i>1 919 686</i>
<i>Placements disponibles à la vente</i>	<i>43 459 014</i>	<i>42 208 756</i>
<i>Placements en option de juste valeur et détenus à des fins de transaction</i>	<i>7 355 663</i>	<i>6 708 222</i>
<i>Placements prêts et créances</i>	<i>10 800 953</i>	<i>10 726 652</i>
Placements financiers	63 211 175	61 563 316
Placements financiers en UC	15 244 780	13 743 356
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	25 586	102 491
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	79 870 081	76 817 439
INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	99 692	101 487
PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	12 082 391	11 048 599
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	14 302	9 630
Frais d'acquisition reportés	321 043	321 490
Participation aux bénéfices différée active	-	-
Actifs d'impôt différé	46 081	-
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	801 473	669 273
Créances nées des opérations de cession en réassurance	30 251	5 997
Créance d'impôt exigible	20 913	63 516
Autres créances	149 539	94 216
AUTRES ACTIFS	1 383 602	1 164 122
ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITÉ	709 953	738 363
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	585 881	575 206
TOTAL DE L'ACTIF	94 882 901	90 601 984

PASSIF (en k€)	30 juin 2018	31 déc. 2017
Capital social ou fonds équivalents	148 014	148 014
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1 097 937	1 097 937
Réserve de réévaluation recyclable nette de comptabilité reflet	303 745	345 129
Autres réserves et OCI non recyclable	39 106	36 234
Résultats cumulés	180 940	133 872
Résultat net consolidé de l'exercice	128 189	203 910
Écarts de conversion	991	317
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	1 898 922	1 965 414
Intérêts minoritaires	21	21
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	1 898 942	1 965 435
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	28 542	30 344
Dettes subordonnées	1 049 625	1 034 257
Dettes de financement représentées par des titres	-	-
Autres dettes de financement	528 079	527 569
DETTES DE FINANCEMENT	1 577 704	1 561 826
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	37 761 939	35 156 936
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC	11 694 951	10 255 982
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	49 456 890	45 412 918
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	20 179 543	20 463 809
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC	4 185 590	3 991 740
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	24 365 133	24 455 549
Instruments dérivés séparés sur contrats	-	-
Participation aux bénéfices différée passive	2 862 582	3 273 892
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	76 684 605	73 142 359
Passifs d'impôt différé	32 071	1 520
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	635 800	444 617
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	162 136	6 668
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	260 040	302 206
Dettes nées des opérations de réassurance cédée	9 373 258	9 085 792
Dettes d'impôt exigible	1 559	6 846
Instruments dérivés passifs et dettes sur instruments dérivés	1 436	76 226
Autres dettes	3 520 202	3 280 163
AUTRES PASSIFS	13 986 502	13 204 038
PASSIFS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ABANDONNÉES	706 606	697 982
TOTAL DU PASSIF	94 882 901	90 601 984

2.2. COMPTE DE RESULTAT

(en k€)	30 juin 2018	31 juin 2017
Primes émises	6 721 171	6 553 476
<i>Variation des primes non acquises</i>	<i>(83 259)</i>	<i>(81 243)</i>
Primes acquises	6 637 912	6 472 233
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	-	-
Autres produits d'exploitation	67 706	39 417
<i>Produits des placements</i>	<i>820 875</i>	<i>808 076</i>
<i>Charges des placements</i>	<i>(62 766)</i>	<i>(65 359)</i>
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	<i>76 525</i>	<i>207 986</i>
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	<i>(145 279)</i>	<i>510 397</i>
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	<i>(22 399)</i>	<i>(6 558)</i>
Produits des placements nets de charges	666 956	1 454 542
Charges des prestations des contrats	(6 521 766)	(7 158 126)
Produits des cessions en réassurance	1 364 922	1 311 648
Charges des cessions en réassurance	(1 331 034)	(1 319 917)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	33 888	(8 269)
Charges des autres activités	-	-
Frais d'acquisition des contrats	(334 901)	(343 418)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-
Frais d'administration	(272 041)	(217 012)
Autres produits et charges opérationnels courants	(69 940)	(62 112)
Autres produits et charges opérationnels non courants	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	207 814	177 255
Charge de financement	(19 408)	(21 272)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	3 042	7 036
Impôts sur les résultats	(63 255)	(42 433)
Résultat après impôt des activités discontinues	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	128 189	120 586
Intérêts minoritaires	4	14 988
Résultat net (part du groupe)	128 189	105 599
Résultat par action (€)	7	5
Résultat dilué par action (€)	7	5

2.3. ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en k€)	30 juin 2018	31 déc. 2017
RÉSULTAT NET	128 193	225 536
Écarts de conversion	673	(2 710)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(445 002)	(158 992)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	181	127
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	308	242
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	(378)	(3 034)
Comptabilité reflet brute d'impôt différé	386 703	72 953
Impôts	17 023	56 617
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(40 491)	(34 798)
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	87 702	190 738
dont part du groupe	87 702	189 259
dont part des minoritaires	-	1 479

2.4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du groupe					Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social ou fonds équivalents	Primes	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultats cumulés	Total part du groupe		
(en k€)							
Situation au 31/12/2016	148 014	1 097 937	358 056	411 410	2 015 417	165 353	2 180 770
Changement de méthode IAS 8 et correction d'erreurs	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 31/12/2016 corrigée	148 014	1 097 937	358 056	411 410	2 015 417	165 353	2 180 770
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (1)	-	-	14 651	-	(14 651)	(20 147)	(34 798)
Résultat net consolidé de l'exercice (2)	-	-	-	203 910	203 910	21 626	225 536
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (1) + (2)	-	-	(14 651)	203 910	189 259	1 479	190 738
Distribution de dividendes	-	-	-	(126 093)	(126 093)	(7 781)	(133 874)
Mouvements sur le capital	-	-	-	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans de paiements sur base d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	(113 288)	(113 288)	(159 031)	(272 319)
Autres variations	-	-	-	118	118	-	118
Régularisation des capitaux propres des OPCVM	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	118	118	-	118
Situation au 31/12/2017	148 014	1 097 937	343 405	376 057	1 965 413	21	1 965 435
Changement de méthode IAS 8 et correction d'erreurs	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 31/12/2017 corrigée	148 014	1 097 937	343 405	376 057	1 965 413	21	1 965 434
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (1)	-	-	(39 351)	-	(39 351)	(4)	(39 355)
Résultat net consolidé de l'exercice (2)	-	-	-	128 189	128 189	4	128 193
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (1) + (2)	-	-	(39 351)	128 189	88 838	0	88 838
Distribution de dividendes	-	-	-	(154 219)	(154 219)	-	(154 219)
Mouvements sur le capital	-	-	-	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans de paiements sur base d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	(1 136)	25	(1 111)	-	(1 111)
Situation au 30/06/2018	148 014	1 097 937	302 918	350 052	1 898 921	21	1 898 942

2.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en k€)	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat opérationnel avant impôt	207 814	177 255
+/- Plus et moins-values de cession des placements	(76 525)	(207 986)
+ Dotations nettes aux amortissements	69 408	64 852
+/- Variation des frais d'acquisition reportés	447	(1 551)
+ Variation des dépréciations	22 399	6 558
+ Dotations nettes aux provisions techniques d'assurance et passifs relatifs à des contrats financiers y compris PB différée	2 889 534	3 524 947
+ Dotations nettes aux autres provisions	(1 142)	3 347
+/- Variations de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	145 279	(510 397)
- Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	2 702	(1 102)
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	3 052 102	2 878 668
+ Variation des créances et dettes d'exploitation	124 314	309 696
+ Variation des valeurs données ou reçues en pension	233 927	104 690
+ Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	239 062	8 678
- Impôts nets décaissés	(73 063)	(72 141)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	3 784 155	3 406 845
- Acquisitions de filiales et coentreprises, nettes de la trésorerie acquise	-	-
+ Cessions de filiales et coentreprises, nettes de la trésorerie cédée	-	-
- Prises de participation dans des entreprises associées	-	-
+ Cessions de participations dans des entreprises associées	-	-
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	-	-
+ Cessions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	10 099 884	8 097 768
+ Cessions d'immobilier de placement	50 400	76 800
+ Cessions des placements et instruments dérivés des activités autres que l'assurance	-	-
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers	10 150 284	8 174 568
- Acquisitions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	(13 888 707)	(11 035 193)
- Acquisitions d'immobilier de placement	-	-
- Acquisitions et/ou émissions de placements et instruments dérivés des autres activités	-	-
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers	(13 888 707)	(11 035 193)
+ Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16 898)	(4 396)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16 898)	(4 396)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(3 755 321)	(2 865 021)
+ Droits d'adhésion	-	-
+ Émissions d'instruments de capital	-	-
- Remboursements d'instruments de capital	-	-
+ Opérations sur actions propres	-	-
- Dividendes payés	(154 221)	(126 093)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	(154 221)	(126 093)
+ Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	-	83 000
- Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	-	(90 000)
- Intérêts payés sur dettes de financement	(19 408)	(21 272)
Flux de trésorerie liés au financement du groupe	19 408	(28 272)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(173 629)	(154 365)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier 2018	568 538	303 199
+ Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	3 784 155	3 406 845
+ Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(3 755 321)	(2 865 021)
+ Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(173 629)	(154 365)
+ Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2018	423 745	690 667
dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	585 881	727 117
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	(162 136)	(36 450)

3. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

3.1. FAITS CARACTÉRISTIQUES

Actifs non courants détenus en vue de la vente

Le 17 février 2017, BPCE Vie a signé un contrat de cession de trois portefeuilles cantonnés d'assurance vie représentant environ 10 000 contrats et 707 M€ d'encours d'assurance vie et de provision pour participation aux bénéfices. BPCE Vie est pleinement engagée dans le processus de cession de ces portefeuilles. Le dossier de demande de transfert afin d'obtenir les autorisations requises auprès des autorités de contrôle a été déposé ; la cession devrait aboutir en fin d'année 2018.

En application d'IFRS 5, les opérations concernées sont enregistrées dans les rubriques *Actifs et passifs destinés à la vente et abandons d'activité* du bilan.

Report d'application d'IFRS 9

Natixis Assurances utilise l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » et de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance ». Ainsi, Natixis Assurances continue d'appliquer IAS 39 pour comptabiliser et évaluer ses instruments financiers au 30 juin 2018 et n'appliquera la norme IFRS 9 qu'à compter du 1^{er} janvier 2021, date prévue d'entrée en vigueur d'IFRS 17.

3.2. RÉFÉRENTIEL IFRS

3.2.1. RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ

Les états financiers sont établis conformément :

- au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ;
- au règlement CRC n°2000-05 relatif aux règles de consolidation des entreprises régies par le code des assurances et au Code des Assurances pour les contrats d'assurance et les traités de réassurance sous réserve des dispositions d'IFRS 4.

Les états financiers ont par ailleurs été préparés en référence :

- à la synthèse des travaux des groupes de travail du CNC sur les spécificités de mise en œuvre des IFRS par les organismes d'assurance mise à jour en janvier 2007 ;
- à la recommandation CNC n°2009-R.05 du 2 juillet 2009 relative au format des états financiers des organismes d'assurance sous référentiel comptable international ;
- à la recommandation du CNC publiée le 19 décembre 2008 et relative aux modalités de reconnaissance des participations aux bénéfices différées actives dans les comptes consolidés des organismes d'assurance ;
- à la recommandation de l'ANC n° 2016-09 du 2 décembre 2016 relative aux informations à mentionner dans l'annexe des comptes consolidés établis selon les normes internationales.

Concernant les comptes intermédiaires :

- ils sont établis en conformité avec IAS 34 : toutes les informations

requis par le référentiel IFRS ne sont pas reprises en arrêté intermédiaire et les comptes semestriels doivent être lus en relation avec les derniers comptes annuels établis au 31 décembre ;

- les méthodes appliquées sont identiques à celles appliquées dans les derniers comptes annuels.

3.2.2. NORMES ET INTERPRÉTATIONS NON UTILISÉES

Les normes et interprétations publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board), adoptées par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire en 2018 sont appliquées pour l'établissement des états financiers du 30 juin 2018 et notamment les textes entrés en vigueur en 2018.

Aucune norme, amendement ou interprétation n'a été anticipé en 2018.

3.2.3. PREMIÈRE APPLICATION

La date de première application des normes IFRS est pour Natixis Assurances le 1^{er} janvier 2004.

Le principe général défini par IFRS 1 quant aux modalités de première application des normes internationales est l'application rétrospective des normes en vigueur au 31 décembre 2005.

Les normes proposent néanmoins certaines options ou exemptions en matière de première application. Les choix significatifs ayant été effectués sont les suivants :

- regroupement d'entreprises : non retraitement des regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2004 ;
- la valeur retenue pour les écarts d'acquisition est leur valeur nette comptable en normes françaises au 1^{er} janvier 2004 ;
- écart de conversion cumulé d'Adir réputé nul au 1^{er} janvier 2004 ;
- écart d'acquisition en devises d'Adir : application prospective d'IAS 21 consistant à geler cet écart en euros ;
- dépréciation des instruments de capitaux propres : application rétrospective des règles de dépréciation. Les marchés financiers ayant atteint des points bas en septembre 2002 et en mars 2003, l'évaluation rétrospective s'est limitée dans les faits au 31 décembre 2002 ;
- consolidation des OPCVM et des SCI contrôlés : application rétrospective.

3.2.4. IMPACT DES NORMES PROCHAINEMENT APPLICABLES

IFRS 9. Instruments financiers

IFRS 9, qui a vocation à remplacer la norme IAS 39, traite des sujets suivants :

- le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ;
- la dépréciation fondée sur le risque de crédit ;
- la comptabilité de couverture.

Le 29 juin 2017, l'ARC (Accounting Regulatory Committee) a donné son accord pour que les assureurs puissent sur option n'appliquer la norme qu'à compter du 1^{er} janvier 2021 et non pas dès le 1^{er} janvier 2018.

Principaux impacts du changement des principes de classement

IFRS 9 prévoit une logique de classification des actifs différenciée en fonction de leur nature :

- instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par le résultat, sauf utilisation à l'achat de l'option de classification en juste valeur par les capitaux propres non recyclable (pas de recyclage en résultat des plus ou moins-values réalisées) ;
- parts de fonds comptabilisés à la juste valeur par le résultat ;
- instruments de dette comptabilisés en fonction de leur modèle de gestion et de leurs caractéristiques contractuelles :
 - si le modèle de gestion est de conserver les actifs pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et si le critère SPPI est respecté (décrit ci-après), alors les instruments seront comptabilisés au coût amorti,
 - si le modèle de gestion vise à la fois à percevoir les flux de trésorerie contractuels et à réaliser des cessions pour enregistrer des plus-values et si le critère SPPI est respecté, alors les instruments seront comptabilisés à la juste valeur par les capitaux propres,
 - dans les autres cas, les instruments seront comptabilisés à la juste valeur par le résultat.

Le critère SPPI (Solely Payments of Principal and Interests) est vérifié lorsque les flux contractuels de l'instrument de dette sont constitués uniquement du remboursement du capital initialement prêté et du paiement des intérêts sur ce capital, en rémunération du passage du temps et du risque de crédit essentiellement.

L'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 devrait donc conduire à une proportion plus élevée de titres comptabilisés à la juste valeur par le résultat : la majorité des actions, les parts de fonds et les titres de dettes ne respectant pas le critère SPPI. Concernant cette dernière catégorie, les travaux d'analyse en cours permettent d'estimer qu'elle ne devrait pas excéder 12 % de la valeur des titres de dettes du portefeuille de Natixis Assurances. Certains points d'interprétation dudit critère doivent cependant encore être précisés.

Principaux impacts de la nouvelle approche de dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation pour risque de crédit fondé sur les pertes crédit attendues. Ce modèle s'appliquera aux instruments de dette et aux prêts évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Si le modèle de dépréciation d'IAS 39 est fondé sur les pertes de crédit avérées, IFRS 9 impose de comptabiliser à minima les pertes de crédit attendues à 12 mois et, en cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, les pertes de crédit attendues à maturité. Le montant des pertes de crédit attendues intègre la probabilité de défaut ainsi que les pertes en cas de défaut encourues sur l'exposition.

L'application de ce nouveau modèle de dépréciation est susceptible de générer une augmentation des dépréciations pour risque de crédit à constater en résultat. Ces dépréciations seront par nature plus volatiles que les dépréciations constatées selon IAS 39 compte tenu de leur nature plus prospective.

Option de report de la mise en œuvre de la norme

Conformément au règlement UE 2017/1988 du 3 novembre 2017, les entités d'assurance, ainsi que les secteurs assurance des conglomérats

financiers, peuvent, sur option et sous certaines conditions, n'appliquer la norme IFRS 9 qu'à compter du 1^{er} janvier 2021.

Ainsi, après analyse du poids des passifs d'assurance dans le passif consolidé de Natixis Assurances, Natixis Assurances a opté pour le report d'application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2021. Toutefois, la compagnie a d'ores et déjà engagé des travaux d'analyse de la norme et de revue du portefeuille et va les poursuivre en inscrivant son projet dans le nouveau calendrier.

IFRS 15. Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Au titre de l'application de cette norme depuis le 1^{er} janvier 2018, Natixis Assurances ne constate pas d'impact significatif sur ses états financiers.

IFRS 16. Contrats de location

Publiée le 13 janvier 2016 par l'IASB, la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location sera applicable au 1^{er} janvier 2019 ; elle remplacera IAS 17. Cette norme fera figurer au bilan la majorité des contrats de location en contrepartie d'une dette financière. Les immeubles de placement continueront de relever d'IAS 40. Les travaux d'implémentation de cette norme ont été initiés courant 2017 en coordination avec le projet du groupe Natixis/BPCE. Les impacts identifiés par les travaux conduits à ce jour sont peu significatifs.

IFRS 17. Contrats d'assurance

IFRS 17 n'a pas encore été adoptée par la Commission européenne mais devrait être applicable au 1^{er} janvier 2021 ; elle remplacera IFRS 4. Cette norme définit notamment :

- le niveau de regroupement des contrats (contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble) aux fins d'estimation de leur niveau de profitabilité ;
- le modèle comptable applicable en fonction des caractéristiques du contrat : (I) approche simplifiée pour les contrats dont la période de couverture est inférieure ou égale à un an, (II) *Variable fee approach* pour les contrats dits « participatifs directs », (III) le modèle général pour les contrats ne rentrant pas dans les deux catégories précédentes ;
- les informations à fournir en annexe.

Cette norme va modifier en profondeur le mode d'évaluation et de comptabilisation des contrats d'assurance. Les travaux de mise en œuvre opérationnelle de cette norme sont suivis dans le cadre du programme IFRS 17 mis en place par Natixis Assurances.

3.3. MÉTHODES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.3.1. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Intégrations et mise en équivalence

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- l'intégration globale pour les entités contrôlées au sens d'IFRS 10 ;
- la comptabilisation des actifs et des passifs pour les activités conjointes au sens d'IFRS 11 ;
- la mise en équivalence pour les coentreprises au sens d'IFRS 11 et conformément à IAS 28 ;

- la mise en équivalence pour les entreprises associées sous influence notable au sens d'IAS 28.

Opérations réciproques

Les opérations significatives entre sociétés consolidées par intégration globale sont éliminées notamment :

- les dividendes perçus intra-groupe ;
- les plus ou moins-values réalisées sur les OPCVM consolidés ;
- les acceptations, cessions et rétrocessions en réassurance ;
- les créances, dettes et provisions intra-groupe, ainsi que les produits et charges réciproques.

Conversion des comptes des filiales et participations étrangères

Les sociétés consolidées tiennent toutes leurs comptes en euros, à l'exception d'Adir qui est mise en équivalence et qui tient ses comptes en livres libanaises.

Conformément à IAS 21, la conversion des comptes de la monnaie fonctionnelle à la monnaie de présentation est faite selon la méthode du cours de clôture. L'écart de conversion est porté dans les capitaux propres.

Consolidation des entités structurées

IFRS 10 définit un modèle unique de contrôle applicable à l'ensemble des entités qu'il s'agisse ou non d'entités structurées. Le contrôle d'une entité doit désormais être analysé au travers de trois critères cumulatifs : le pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité, l'exposition aux rendements variables de l'entité et le pouvoir d'influencer sur les rendements variables obtenus de l'entité.

Arrêté anticipé

Les comptes sociaux qui sont utilisés pour établir les états financiers consolidés semestriels sont issus d'un arrêté « anticipé » pour les données techniques, les données financières étant issues d'un arrêté « réel ». L'arrêté anticipé consiste à procéder à un arrêté au 31 mai puis à estimer une partie des postes du bilan et du compte de résultat pour le mois de juin.

3.3.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	Méthode	Siège social	2018		2017		Dates d'entrée
			% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
Intégration globale							
BPCE Vie	IG	30, avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS	100 %	100 %	100 %	100 %	1997
BPCE Prévoyance	IG	30, avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS	100 %	100 %	100 %	100 %	1997
BPCE Assurances	IG	88, avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS	100 %	100 %	60 %	60 %	2014
Natixis Life	IG	51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 LUXEMBOURG	100 %	100 %	100 %	100 %	1998
BPCE APS	IG	88, avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS	50 %	50 %	50 %	50 %	2014
GIE BPCE Relation Assurances	IG	30, avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS	100 %	100 %	100 %	100 %	2015
SCI Fructifoncier	IG	8-12, rue des Pirogues de Bercy 75012 PARIS	100 %	100 %	100 %	100 %	2004
SPPICAV Nami Investment	IG	8-12, rue des Pirogues de Bercy 75012 PARIS	100 %	100 %	100 %	100 %	2009
FCP Réaumur Actions	IG	21, quai d'Austerlitz 75634 PARIS Cedex 13	100 %	100 %	100 %	100 %	2005
FCP Ostrum Ultra Short Term	IG	21, quai d'Austerlitz 75634 PARIS Cedex 13	31 %	31 %	39 %	39 %	2013
FCP ABP Vie Mandat	IG	5-7, rue de Montessuy 75340 PARIS Cedex 07	100 %	100 %	100 %	100 %	2016
Mise en équivalence							
BPCE IARD	MEE	Chaban de Chauray BP 9003 79093 NIORT Cedex	49 %	49 %	49 %	49 %	1997
Adir	MEE	Aya Commercial Center, Dora BEIRUT	34 %	34 %	34 %	34 %	2001
Ecureuil Vie Développement	MEE	Héron Building, 66, avenue du Maine 75014 PARIS	51 %	51 %	51 %	51 %	2015
SCI DUO Paris	MEE	28, avenue Victor Hugo 75116 PARIS	50 %	50 %	50%	50%	2017

3.3.3. SOCIÉTÉS EXCLUES DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

OPCVM et participations immobilières

En première approche, les critères retenus pour l'intégration dans le périmètre de consolidation des OPCVM et participations immobilières est le suivant :

- selon IFRS 10 et IFRS 11, le contrôle d'un fonds est établi lorsque Natixis Assurances a la capacité d'influer sur ses rendements du fait de son pouvoir sur l'entité. Seuls les droits substantiels, c'est-à-dire lorsque Natixis Assurances a la capacité pratique de les exercer, sont pris en compte ;
- total du bilan ou de la situation nette de l'OPCVM supérieur à 0,5% des placements de Natixis Assurances ;
- le total des entités exclues du périmètre ne représentant pas plus de 5% du total des placements.

3.4. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.4.1. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ; elle inclut une part de jugement dans l'application des principes comptables décrits ci-après. Les principaux postes du bilan concernés sont les écarts d'acquisition dans le cadre des tests de dépréciation, les instruments financiers en juste valeur non cotés sur un marché actif, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers, la participation aux bénéfices différée active dans le cadre du test de recouvrabilité, les provisions pour risques et charges, ainsi que les actifs d'impôt différé.

Les estimations et les hypothèses afférentes sont réalisées notamment à partir de l'expérience passée, de la réglementation, des principes actuariels usuels ; elles font l'objet d'analyses de sensibilité lorsque cela est requis par les normes ou lorsque cela permet à Natixis Assurances d'exercer son jugement. Les estimations et les hypothèses sont régulièrement réexaminées.

3.4.2. BILAN

3.4.2.1. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet annuellement d'un test de dépréciation et d'une provision le cas échéant ; ce test prend le plus souvent la forme d'une actualisation des flux de trésorerie futurs.

Concernant les écarts d'acquisition des entités acquises avant le 1^{er} janvier 2004, la valeur d'entrée retenue en IFRS correspond à leur valeur nette comptable qu'ils avaient en normes françaises à cette date.

Conformément à IAS 28.32 et IAS 28.42, le goodwill relatif à une entité mise en équivalence n'est pas présenté séparément et ne peut pas faire l'objet d'un test de dépréciation distinct. La valeur de mise en équivalence est dans ce cas appréciée globalement comme un actif unique. De ce fait, Natixis Assurances a reclassé à partir de 2017 le goodwill relatif à Adir pour 1,7 M€ du poste *Écarts d'acquisition* au poste *Investissements dans les entreprises associées*.

L'écart d'acquisition afférent à la participation dans le capital de BPCE Assurances a été imputé sur les capitaux propres consolidés, conformément à la méthode appliquée par Natixis conformément à IAS 27 et s'agissant d'une transaction entre actionnaires.

3.4.2.2. IMMOBILISATION DES DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

Les logiciels créés en interne répondant aux conditions définies par IAS 38 sont activés. Ils sont amortis sur leur durée d'utilité. Celle-ci est appréciée au cas par cas dans le cadre d'un processus de sélection commun à toutes les sociétés du groupe Natixis. Pour les principaux développements informatiques, cette durée est en général comprise dans un intervalle allant de 3 à 13 ans.

3.4.2.3. IMMOBILIER DE PLACEMENT

En application d'IAS 40.32A, Natixis Assurances a opté pour la valorisation à la juste valeur et variation en résultat de ses immeubles de placement en représentation de contrats d'assurance en unités de compte. L'immobilier de placement concerné est celui de la SCI Fructifoncier et de la SPICAV Nami Investment.

3.4.2.4. PLACEMENTS FINANCIERS

Classification des placements financiers

Le classement des titres de placement retenu lors de la première application des IFRS est, en résumé le suivant :

- actifs détenus jusqu'à leur échéance (HTM) : emprunts d'État à taux fixe, une partie des titres obligataires à taux fixe sans dérivés incorporés, notamment ceux à risque de crédit jugé faible et dont la sensibilité était supérieure à 3,7⁽¹⁾. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti ;
- actifs disponibles à la vente (AFS) : une partie des obligations à taux fixe sans dérivés incorporés, obligations à taux variable et taux fixe plus taux variable, OATi, actions, OPCVM et SCPI. Ces actifs sont valorisés à la juste valeur, la variation de juste valeur sur la période est enregistrée directement en capitaux propres ;
- actifs détenus à des fins de transaction (trading) : sicav monétaires détenues à des fins de gestion de la trésorerie à court terme. Ces actifs sont valorisés à la juste valeur, la variation de juste valeur sur la période est enregistrée directement en résultat ;
- actifs en option de juste valeur (JVO) : instruments financiers à dérivés incorporés (obligations convertibles, obligations indexées et titres structurés) puisqu'ils ne font pas l'objet d'un démembrement. Ces actifs sont valorisés à la juste valeur, la variation de juste valeur sur la période est enregistrée directement en résultat ;
- placements en représentation des contrats en unités de compte : afin d'éviter toute discordance entre l'actif et le passif, les actifs et passifs en unités de compte sont comptabilisés en option de juste valeur. Il en va de même pour les actifs correspondant à des excédents d'unités de compte.

Comptabilité de couverture

Natixis Assurances a souscrit au cours du second semestre 2014 une OAT Forward (nominal de 5 M€ ; échéance août 2018), avec pour objectif de fixer dès aujourd'hui le rendement d'une partie de ses investissements futurs. Cette opération est comptabilisée en couverture des flux de trésorerie.

(1) À l'exception des obligations détenues par la société BPCE Prévoyance qui sont classées en AFS.

Règles d'inscription à l'actif

La date d'enregistrement comptable des instruments financiers est la date de règlement.

Aucun coût de transaction n'est supporté directement ; les seuls coûts facturés par le gestionnaire d'actif sont des coûts administratifs. Ainsi, pour les obligations, le prix de revient comptabilisé dans les comptes sociaux est net de frais ; le taux actuariel à l'achat utilisé dans les comptes sociaux est ainsi inchangé en IFRS.

Pensions et prêts de titres

Les titres prêtés ou mis en pension ne sont pas décomptabilisés car Natixis Assurances garde la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont attachés.

Décomptabilisation

Un placement financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier arrivent à expiration.

Principes fondamentaux de valorisation des placements

Le principe général est de retenir le cours « bid » dès lors que celui-ci est disponible et pertinent.

La juste valeur des placements est estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergent avec le prix que les intervenants de marché utiliseraient lors d'une transaction. Cette juste valeur correspond au cours acheteur (« bid »).

Le cours « bid » est obtenu à partir :

- le prix coté, lorsque l'instrument est coté sur un marché actif ;
- une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation, en l'absence de cotation sur un marché actif.

La valorisation des instruments financiers est ainsi établie par l'application d'un processus combinant, dans l'ordre de préférence :

- la reprise du dernier cours coté sur un marché réglementé lorsque celui-ci est très récent (moins de 5 jours pour les titres de taux, moins d'une journée pour la quasi-totalité des titres de capital) et correspond à des transactions significatives sur un marché suffisamment liquide ;
- l'utilisation de bases d'informations largement répandues chez les intervenants de marché et investisseurs institutionnels (Reuters, Bloomberg, Fininfo, Markit, etc.) ;
- l'interrogation de contreparties pour obtention d'une cotation « bid » ;
- très marginalement, en l'absence de cours ou cotations jugés pertinents, le recalcul d'une valorisation à partir de paramètres observables sur les marchés (taux d'intérêt, volatilités, etc.) ou de paramètres reconstitués.

Concrètement, le processus de valorisation repose sur l'intervention conjointe :

- des gérants, du service référentiel valeurs et du service de gestion des risques de la société titulaire du mandat de gestion financière des portefeuilles détenus ;
- de la société en charge de la comptabilité et de la valorisation du mandat.

La séquence résumée des opérations est la suivante :

- évaluation des titres de taux issue d'un contributeur de cours indépendant (BVAL Cash, service de Bloomberg). Cette source de prix est renforcée alternativement par une source secondaire, BGN⁽¹⁾ de Bloomberg, et le cas échéant par le maintien d'un processus de contribution de prix à l'initiative de Ostrum ;
- récupération des informations permettant de valider la pertinence des cours intégrés : « spreads d'asset swaps », cours des « credit default swaps » lorsqu'il en existe, cours des 2 000 titres composant l'indice Barclays, etc. ;
- lorsque la « fraîcheur » des cours automatiques n'est pas suffisante (cours de + de 5 jours), récupération des cours contribués par des contreparties externes sur l'ensemble des places de cotation disponibles (marchés réglementés, plateformes transactionnelles, prix de référence Isma, courtiers, etc.) ;
- vérification de la pertinence des cours, sous le contrôle du service de gestion des risques de la société de gestion. Le « pricing » réalisé par ce dernier pour les titres obligataires repose sur :
 - l'utilisation d'une courbe des taux « zéro coupon » reconstituée à partir des cotations de « swaps » et « futures »,
 - l'établissement d'une matrice de spreads moyens pour chaque catégorie de rating à partir des données de marché observées et synthétisées ci-avant,
 - compte tenu de la relative illiquidité constatée pour certaines catégories de titres, un spread forfaitaire peut être ajouté au modèle dans une optique prudentielle,
 - l'actualisation des cash flows contractuels des titres, réalisée avec les valeurs de paramètres précédemment calculées ;
- confrontation des cours renseignés par les gérants aux cours calculés par le service des risques : la juste valeur d'un titre est validée par le service des risques si la différence de valeur constatée sur un titre est inférieure à 5 %. Dans le cas contraire, une confrontation est réalisée entre les différentes sources disponibles (« spread asset swap » sur le primaire, « re-pricing » sur le marché secondaire, valorisation « RMM », prix estimé par des contreparties de marché, etc.). Dans une optique prudentielle, aucun cours ne peut être retenu sans l'aval du service des risques, qui est susceptible d'imposer les cours qu'il estime pertinents au regard de ses propres calculs.

Cas particuliers :

- **Titres structurés** : le cours est généralement obtenu de l'établissement « structureur » et/ou (re)calculé à l'aide d'outils de « pricing » (« LexiFi »), à partir des valeurs de paramètres fournies par la contrepartie ou observées sur les marchés. Ces travaux sont effectués par une équipe de gestion dédiée aux produits structurés, selon des modalités similaires à celles utilisées par le service de gestion des risques pour la contre-valorisation des titres obligataires classiques.
- **Investissements non cotés (FCPR, capital risque, capital investissement, FCT, etc.)** : compte tenu de la nature des investissements sous-jacents et de la périodicité le plus souvent trimestrielle des valorisations, l'obtention d'une cotation en temps réel est matériellement impossible. En règle générale, la juste valeur est donc la valeur communiquée par le gérant du fonds à la clôture du trimestre précédant celui de l'arrêté.
- **Immobilier** : bien que reposant toujours, *in fine*, sur une valeur établie par comparaison avec le marché et/ou sur la valeur actuelle estimée des flux futurs procurés par les biens sous-jacents, le cours retenu

(1) Bloomberg Generic (prix calculé par Bloomberg à partir de prix de contributeurs).

comme valeur de réalisation diffère selon la nature juridique de l'instrument considéré :

- pour les SCPI également ouvertes aux investisseurs particuliers, la valeur retenue est celle constatée lors de la dernière « confrontation » mensuelle entre les ordres d'achat et de vente ;
- pour les instruments réservés aux investisseurs institutionnels ou contrôlés par la compagnie, la juste valeur correspond à l'actif net réévalué de la structure détenue ou à la valeur calculée par un ou plusieurs experts. Cette valeur repose essentiellement sur une expertise des biens immobiliers détenus par les structures, établie par comparaison avec des transactions récentes sur des biens similaires et/ou la valeur actuelle des revenus procurés par les biens ;
- **OPCVM** : la juste valeur correspond toujours à la dernière valeur liquidative publiée.

Enfin, malgré toutes les diligences conduites en matière de valorisation, il convient de rappeler que les valorisations établies ne visent qu'à établir une image fidèle de la situation des actifs à la date de clôture. De ce fait, les valeurs retenues sont susceptibles d'être sensiblement différentes des valeurs de réalisation qui seraient effectivement obtenues à une date postérieure, dans l'hypothèse improbable où Natixis Assurances serait amené à céder des actifs sur un marché parfois volatil et peu profond.

Principes régissant la gestion des placements

Les principes régissant la gestion des placements détenus par Natixis Assurances sont décrits ci-après.

S'agissant des placements admis en représentation des engagements libellés en euros (fonds général) :

a) placements à revenu fixe (obligations et TCN) :

Politique générale de risque de crédit :

- la gestion du risque de crédit est encadrée par les procédures et capacités d'analyse des équipes de recherche « crédit » de Ostrum Asset Management (Ostrum). De même, les limites émetteurs sont définies et suivies au sein du comité des risques de Ostrum. Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre plus général de la gestion du risque de crédit par le groupe Natixis. Enfin, les résultats des travaux de recherche et d'analyse des portefeuilles des compagnies sont présentés périodiquement au comité de crédit de Natixis Assurances ; celui-ci décide des orientations et/ou inflexions à mettre en œuvre dans une optique de gestion prudente des risques associés aux placements détenus ;
- la politique de risque de crédit appliquée aux investissements obligataires est relativement conservatrice en retenant, à l'achat, presque exclusivement les titres d'émetteurs disposant d'une qualité de crédit supérieure ou égale à BBB.

Titrisations et CLO :

- Dans le cadre du décret n° 2013-717 du 2 août 2013 qui permet désormais aux compagnies d'investir dans les prêts aux entreprises non cotées et aux collectivités publiques, Natixis Assurances a acquis des parts ou des titres de dettes émis par des fonds communs de titrisation (FCT) pour un montant total de 1 713 M€ ;
- Natixis Assurances détient un encours de valeurs mobilières relevant de la catégorie des *asset-backed securities* ou CLO (prix de revient brut résiduel de 6,5 M€ à fin juin 2018). Ces titres ont été acquis en 2008 sur des niveaux de valorisation conférant un « spread » élevé par rapport aux rendements sans risque. Le nombre élevé de lignes (39 à fin juin 2018) composant cet encours et la diversification sectorielle et géographique de ce portefeuille de titrisations, essentiellement européennes, constituent des facteurs de réduction du risque associé

à ce portefeuille, acquis dans une perspective de détention jusqu'à l'échéance.

Exposition aux risques bancaire et immobilier :

- les expositions aux risques de type « immobilier » sont majoritairement indirectes et généralement sécurisées par la nature juridique des titres détenus (« obligations foncières », « covered bonds », « cedulas », « pfandbrief ») et les garanties qui en découlent (existence de « pools » d'actifs en garantie, sur-couverture des engagements, etc.) ;
- l'exposition directe au secteur de la construction et de l'immobilier correspond à des émissions de sociétés européennes, principalement investies sur le sous-segment de l'immobilier commercial et de bureau. Alternativement, il peut s'agir de groupes diversifiés intervenant notamment dans le domaine des infrastructures et des concessions, dont le profil de risque est jugé satisfaisant ;
- L'importance du gisement des émetteurs financiers (banques, caisses d'épargne, sociétés de crédit, structures de refinancement, compagnies d'assurance et de réassurance, etc.) par rapport au gisement total des titres obligataires (hors états et organismes parapublics) conduit inévitablement à l'existence d'encours significatifs sur ce secteur de l'économie. Il convient toutefois de noter que les titres sont acquis en veillant, au-delà de la notation et de la réputation de l'émetteur, à une diversification suffisante des risques en termes géographiques ou de sous-secteurs d'activité.

b) les OPCVM monétaires et monétaires dynamiques :

Natixis Assurances détient un encours d'OPCVM monétaires et monétaires dynamiques de 5 298 M€ de valeur comptable, exclusivement gérés par Ostrum Asset Management. La valorisation de ces titres généralement détenus pour une courte période fait ressortir une moins-value latente globale de 4 M€ sur la base des dernières valeurs liquidatives publiées au 30 juin 2018.

c) les investissements « alternatifs » de Natixis Assurances :

Ils sont limités à 457 M€, ce qui représente 0,71 % de la valeur des placements des fonds euros.

d) les prêts et pensions de titres :

L'objectif des opérations de mise en pension et de prêt de certains titres détenus par les portefeuilles « euros » est d'apporter une rémunération supplémentaire. Une part significative de ces opérations est réalisée avec des entités du Groupe BPCE, dans le cadre du pilotage global des opérations de trésorerie du groupe. Pour environ la moitié du volume traité, il s'agit de prêts non garantis par un dépôt d'espèces ou de titres, réalisés avec Natixis ; il en résulte donc un risque de crédit associé à la contrepartie Natixis, soumis à limite. L'autre moitié des opérations de prêt de titres est garantie par un dépôt d'espèces de la contrepartie, ajusté quotidiennement en fonction de la valeur de marché des titres prêtés ; le risque de crédit associé est donc très limité. Les dépôts espèces reçus en garantie sont réinvestis en certificats de dépôt émis par des institutions financières disposant d'une qualité de crédit élevée. Le risque de crédit résultant de ces investissements est l'objet de limites, déclinées par institution financière, y compris pour les entités du Groupe BPCE.

S'agissant des placements admis en représentation des contrats en unités de compte, il convient de souligner que ceux-ci sont presque exclusivement composés d'OPCVM soumis à l'agrément et au contrôle de l'Autorité des marchés financiers.

Compte tenu :

- de l'orientation essentiellement « actions » et/ou « diversifié » des OPCVM détenus,
- de la valeur médiane relativement modeste des encours détenus sur

les nombreux OPCVM détenus en représentation des engagements en unités de compte,

il n'a pas été procédé à des investigations approfondies des valorisations et travaux de valorisation réalisés par les sociétés de gestion et contrôlés par les commissaires aux comptes désignés à la dernière clôture précédant le 30 juin 2018. Pour les principaux encours, l'obtention des rapports des commissaires aux comptes a été sollicitée à des fins d'information sur les méthodes de valorisation.

3.4.2.5. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Natixis Assurances apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des titres, prêts ou créances sur base individuelle. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis Assurances analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis Assurances peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement.

Actifs comptabilisés au coût amorti et instruments de dette disponibles à la vente

Une provision pour dépréciation est constituée dès qu'il y a lieu de penser que l'émetteur ne sera pas en mesure de respecter ses engagements pour le paiement des intérêts ou pour le remboursement. Les titres entrant dans cette catégorie sont déterminés au cas par cas lors de chaque arrêté de comptes.

Instruments de capitaux propres disponibles à la vente

Les critères de dépréciation des titres non amortissables (AFS exclusivement) sont les suivants :

- dépréciation automatique en cas de moins-value latente de plus de 50 % à la clôture ;
- dépréciation automatique en cas de moins-value latente continue depuis plus de 24 mois ;
- analyse au cas par cas des titres présentant une moins-value latente de plus de 30 % à la clôture ;
- analyse au cas par cas des titres présentant une moins-value latente continue depuis plus de 6 mois.

Les titres ainsi identifiés sont dépréciés au premier euro afin de ramener la valeur nette comptable au niveau de la juste valeur. La dépréciation n'est jamais reprise. Elle est figée trimestriellement.

Conformément à Ifric 10, un titre de placement déjà provisionné fait l'objet d'une dépréciation complémentaire dès qu'une nouvelle baisse est constatée lors d'un arrêté comptable, sans condition de seuil ou de durée.

3.4.2.6. CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION

Les créances et dettes d'exploitation (créances et dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance, créances et dettes d'impôt exigible, autres créances et autres dettes) sont des créances et dettes à court terme (inférieures à un an) ; elles sont maintenues à leur prix de revient dans la mesure où l'effet d'actualisation n'est pas matériel.

3.4.2.7. CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

La rubrique *Réserve de réévaluation recyclable nette de comptabilité reflet* est constituée des effets de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente et des effets de la réévaluation des instruments dérivés de couverture (couverture de flux de trésorerie), nets de comptabilité reflet.

La rubrique *Autres réserves et OCI non recyclable* est constituée des réserves légales de la holding Natixis Assurances et des écarts actuariels liés aux engagements sociaux enregistrés directement en capitaux propres non recyclables conformément à IAS 19 révisée.

La rubrique *Résultats cumulés* comprend les réserves consolidées part du groupe, y compris les acomptes sur dividendes distribués par la holding, à l'exception de la réserve de réévaluation AFS nette de participation aux bénéfices (PB) et d'impôt différé, qui est isolée dans une rubrique spécifique.

3.4.2.8. RETRAITEMENT DE LA RÉSERVE DE CAPITALISATION

La réserve de capitalisation n'est pas reconnue en IFRS : elle est donc éliminée.

Retraitement du stock

La *synthèse des travaux des groupes de travail du CNC sur les spécificités de mise en œuvre des normes IFRS par les organismes d'assurance* mise à jour en 2007 stipule que le stock de réserve de capitalisation doit être retraité en IFRS comme c'est le cas dans les normes françaises (CRC 00-05). Le mécanisme de PB différée s'appliquant en IFRS comme en normes françaises (CRC 00-05) et l'intention de gestion étant la même dans les deux référentiels, le traitement de la réserve de capitalisation est inchangé en IFRS.

Le stock de réserve de capitalisation a donc été initialement retraité de la façon suivante :

- élimination du stock à l'ouverture ;
- constatation, suite à cette élimination, d'une PB différée à hauteur de 58 M€.

Ces écritures ont été enregistrées par contrepartie des capitaux propres.

L'annulation des variations ultérieures du stock de réserve de capitalisation donne lieu à la constatation du droit des assurés sous forme d'une provision pour PB différée à hauteur du taux de PB différée. La PB différée ainsi constatée est soumise à impôt différé ; les retraitements sont enregistrés par contrepartie du résultat.

Le caractère suffisamment prudent de la PB différée ainsi comptabilisée est vérifié au travers d'un test annuel de suffisance du passif.

Impôt différé

Depuis la modification de la fiscalité intervenue en 2011 et applicable aux mouvements de la réserve de capitalisation (non-déduction des dotations, non-taxation des reprises), aucun impôt différé n'est constaté sur la part de la réserve de capitalisation retraitée en capitaux propres.

3.4.2.9. Classification des contrats

3.4.2.9.1. Passifs relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire

Les contrats financiers sans participation discrétionnaire sont des passifs financiers à évaluer selon les règles d'IAS 39. Il s'agit de contrats en unités de compte : les passifs afférents sont enregistrés en juste valeur.

3.4.2.9.2. Évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats financiers

Comme l'autorise IFRS 4, après prise en compte du résultat du test annuel de suffisance du passif, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats financiers sont évalués selon les méthodes appliquées dans les comptes individuels (sous réserve du retraitement éventuel des provisions non admises par IFRS 4) :

- **provisions mathématiques des contrats en euros** : elles correspondent aux engagements des compagnies vis-à-vis des assurés. Pour les contrats de capitalisation et les contrats d'assurance vie de capital différé à prime unique ou versement libre, les provisions sont déterminées par capitalisation au taux technique des sommes investies et des participations bénéficiaires incorporées ;
- **provisions mathématiques des rentes** : les provisions de rentes d'invalidité RC sont calculées avec la table TD 88-90 et un taux technique égal à 60 % du TME ; les provisions de rentes décès (RC, viagères et contractuelles) sont calculées avec les tables TGH05 et TGF05, TGF05 pour les souscriptions postérieures au 21 décembre 2012, et des taux techniques fixés conformément à la réglementation ; les provisions de rentes prévoyance liées aux risques d'arrêt de travail et d'invalidité sont évaluées sur la base de lois de maintien ;
- **provision globale de gestion** : elle est destinée à couvrir les charges de gestion futures non couvertes par des chargements sur primes ou prélèvement sur des produits financiers. Elle est calculée conformément à l'arrêté du 29 décembre 1998 modifiant l'article A.331-1-1 du Code des assurances et à l'instruction fiscale du 23 juin 1999. Elle est évaluée par catégorie homogène de contrats. Les paramètres de la provision sont actualisées annuellement ;
- **provision pour risque de taux** : elle a pour but de couvrir les engagements futurs potentiels relatifs aux taux minimum garantis viagers supérieurs ou égaux à 4,5 % octroyés aux contrats souscrits à partir du 1^{er} juillet 1993 et aux primes versées à compter du 1^{er} juin 1995. Elle est calculée comme étant la différence entre la valeur actuelle des engagements futurs et la provision mathématique du contrat à la date d'inventaire. Par ailleurs, afin de prendre en compte le niveau attendu des flux nets d'encours sur les contrats bénéficiant de taux garantis significatifs, une provision complémentaire est enregistrée sur la base des versements programmés mis en place avant le 1^{er} février 2016 ;
- **provision pour primes émises non acquises** : elle constate la fraction, calculée *prorata temporis*, des primes émises au cours de l'exercice, qui se rapporte à une période postérieure à la date d'inventaire ; cette provision concerne généralement les garanties dommages et prévoyance ;
- **provision pour risques en cours** : elle est destinée à couvrir, pour l'ensemble des contrats en cours, la charge des sinistres et des frais afférents aux contrats pour la part qui n'est pas couverte par la provision pour primes non acquises ;
- **provision pour sinistres à payer** : elle correspond aux capitaux échus, aux rachats et sinistres survenus mais non encore réglés à la clôture de l'exercice. Pour les activités Dommages et Prévoyance, elle comprend une provision pour sinistres inconnus ou déclarés tardivement, déterminée selon des méthodes statistiques et un chargement de

gestion destiné à couvrir les frais de liquidation des sinistres ;

- **provision pour recours à encaisser** : les recours à encaisser font l'objet de prévisions distinctes des provisions pour sinistres à payer ;
- **provision pour participation aux bénéfices constatée dans les comptes individuels** : elle correspond à la participation des assurés aux bénéfices techniques et financiers réalisés par la compagnie. Elle leur est définitivement acquise et est destinée à être incorporée aux provisions mathématiques dans un délai maximum de 8 ans ;
- **provision pour risques croissants** : elle est destinée à faire face au risque restant à courir entre la date d'inventaire et le terme contractuel compte tenu de l'unicité ou du nivellement des primes à l'adhésion ;
- **provisions techniques des contrats en unités de compte** : elles correspondent aux engagements des compagnies vis-à-vis des assurés. Elles sont exprimées en unités de compte et évaluées sur la base de la valeur de réalisation à la clôture, des parts d'actifs inscrites en représentation. Pour les contrats prévoyant une garantie plancher, une provision spécifique est constituée afin de couvrir le risque de remboursement de la différence négative constatée entre la valeur des actifs en unités de compte à la date d'exigibilité de la prestation et les sommes nettes investies à la souscription. La méthode des options de vente est utilisée pour calculer le montant de cette provision ;
- **frais d'acquisition reportés** : ils correspondent à la fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition constatés en charge de l'exercice et sont calculés au prorata des primes non acquises à l'exercice.

3.4.2.10. Comptabilité reflet

Natixis Assurances a opté pour l'application de la comptabilité reflet (IFRS 4.30). Une provision pour participation aux bénéfices différée est ainsi enregistrée afin de reconnaître les droits des assurés sur les plus ou moins-values latentes des placements reconnues au bilan.

Tous les placements sont soumis à ce mécanisme. En effet, il est précisé que pour les placements soumis à réserve de capitalisation, la politique de gestion financière de Natixis Assurances étant de détenir a priori les titres jusqu'à leur échéance, une participation aux bénéfices différée est comptabilisée sur l'intégralité des plus ou moins-values latentes de ces titres.

Les dispositions de la comptabilité reflet s'appliquent à la fois aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire.

Les variations de PB différée et d'impôt différé sont comptabilisées par contrepartie des capitaux propres ou du résultat selon que les plus ou moins-values latentes sont enregistrées en capitaux propres (AFS) ou en résultat (JVO et Trading).

La *synthèse des travaux des groupes de travail du CNC sur les spécificités de mise en œuvre des normes IFRS par les organismes d'assurance* de janvier 2007 précise que : « En toute hypothèse, le taux de participation aux bénéfices retenu doit être mis en relation d'une part avec les taux de distribution observés dans le passé et d'autre part avec les hypothèses retenues pour l'*embedded value* ».

Compte tenu des taux de distribution prévisionnels pour les années 2017-2019 et en cohérence avec le taux de distribution observé pour l'exercice 2016, le taux de PB différée retenu au 30 juin 2018 est de 89 % (inchangé par rapport à décembre 2017).

PB différée active et test de recouvrabilité

Le règlement CRC 2000-05 relatif aux règles de consolidation des organismes d'assurance dispose que des actifs de participation différée peuvent être enregistrés si leur imputation sur les participations futures est fortement probable.

Le CNC a rappelé dans sa recommandation du 19 décembre 2008 les modalités de reconnaissance des participations aux bénéfices différées actives.

Une PB différée active est comptabilisée en cas de moins-value latente globale des placements évalués en juste valeur. Seul le montant recouvrable de la PB différée active est comptabilisé ; ce montant est déterminé à l'aide d'un test de recouvrabilité.

Le caractère recouvrable de la PB différée est fonction de l'intention et de la capacité des compagnies à piloter la rémunération future des contrats en fonction des ressources.

L'analyse de la recouvrabilité de la PB différée s'inscrit le cas échéant dans un processus comprenant :

- l'évaluation de la probabilité de réaliser les moins-values latentes à la clôture de l'exercice et donc indirectement l'évaluation de la capacité à détenir des actifs en moins-value, en fonction des scénarii de collecte et de prestations (sous une hypothèse de continuité d'exploitation);
- le test de suffisance des passifs réalisé dans les conditions évoquées par IFRS 4.

Notons qu'en 2018, comme en 2017, Natixis Assurances est en situation de PB différée passive nette.

3.4.2.11. Provisions d'égalesisation

Conformément à IFRS 4, les provisions d'égalesisation constituées dans les comptes individuels sont éliminées. Une commission sur résultat technique due aux apporteurs est constatée lorsque les conventions le prévoient (dette égale à 50% de la provision pour les Banques Populaires, 100% pour le crédit-bail, nulle pour l'ADE des Caisses d'Epargne et pour la provision de BPCE IARD). Un impôt différé est constaté sur les mouvements nets.

3.4.2.12. Avantages du personnel

Natixis Assurances a mis en place un régime de retraite à cotisations définies de type article 83 au bénéfice de ses salariés, souscrit auprès d'un assureur extérieur.

3.4.2.13. Dettes subordonnées

Les titres et dettes subordonnés sont classés en dettes de financement, que leur durée soit déterminée ou indéterminée. Ils sont comptabilisés au coût amorti, c'est-à-dire pour leur valeur dans les comptes individuels.

3.4.2.14. Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés

Selon IAS 32.18, le capital émis par un OPCVM ne correspond pas à la notion de capital mais à celle de dettes. Ainsi, les « intérêts minoritaires » des OPCVM consolidés sont enregistrés dans une rubrique spécifique des *Autres passifs*.

La variation de la composante « résultat » de cette dette est enregistrée en *Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat*.

La variation de la composante « capitaux propres » de cette dette est enregistrée par contrepartie des capitaux propres part du groupe. Enregistrer cette variation en résultat introduirait en effet une discordance avec les actifs, essentiellement classés en AFS, dont la variation de valeur est enregistrée par contrepartie des capitaux propres. Il s'agit par ailleurs du principe appliqué par le groupe Natixis.

3.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT

3.4.3.1. Primes émises

Ce poste correspond aux primes émises de l'exercice nettes d'annulation, à l'exclusion des primes des contrats financiers sans participation discrétionnaire. Elles sont comptabilisées pour leur montant net de taxes.

3.4.3.2. Chiffre d'affaires des contrats financiers sans participation discrétionnaire

Pour les contrats financiers sans participation discrétionnaire, le chiffre d'affaires enregistré dans la rubrique *Chiffre d'affaires ou produits des autres activités* correspond aux chargements sur primes. Le chiffre d'affaires des contrats financiers sans participation discrétionnaire de l'exercice considéré n'est pas significatif.

3.4.3.3. Produits et charges des placements

Ces postes comprennent essentiellement les intérêts et loyers courus et encaissés de l'exercice, les amortissements de surcote-décote (pour les catégories HTM, AFS et JVO), les dividendes perçus, ainsi que les frais de gestion des placements.

3.4.3.4. Plus et moins-values de cession des placements

Valeur de sortie

Les plus ou moins-values de cession IFRS sont calculées par application de la méthode Fifo sur le canton AFS, JVO ou Trading, selon le classement du titre cédé. Cette méthode est identique à celle utilisée dans les comptes sociaux.

Achat-vente de titres AFS

Les opérations d'achat-vente de titres de la catégorie AFS ne donnent pas lieu à constatation de plus ou moins-values en résultat.

Plus ou moins-values réalisées sur titres en juste valeur par résultat

Les plus ou moins-values réalisées sur des titres classés en JVO ou en trading sont comptabilisées dans la rubrique *Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat*.

3.4.3.5. OPCVM et SCI consolidés

Produits et charges des OPCVM et SCI consolidés

La contribution des OPCVM et SCI consolidés est présentée dans le résultat financier dans la mesure où ces supports sont considérés comme des placements de l'activité d'assurance.

Spécificités liées à la consolidation des OPCVM

En raison de la difficulté technique à pratiquer un retraitement dont l'incidence serait peu significative, certaines méthodes comptables divergent pour les OPCVM consolidés :

- les plus ou moins-values de cession des titres détenus sont calculées par application de la méthode du prix moyen pondéré ;
- les titres obligataires détenus ne font pas l'objet d'un amortissement de surcote-décote.

3.4.3.6. Impact des écarts de change sur les plus ou moins-values latentes

Conformément à IAS 21, les écarts de change résultant de la conversion d'instruments financiers sont enregistrés :

- en capitaux propres recyclables pour les éléments non monétaires (actions et autres titres à revenus variables) classés en AFS ;
- en résultat pour les autres instruments financiers.

3.4.3.7. Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation (frais généraux) sont d'abord enregistrées dans les comptes sociaux en comptes de charges par nature (classe 9). Elles sont ensuite réparties par centre de responsabilité sur la base d'une appréciation au cas par cas (cas des charges externes), ou au prorata de l'activité et des consommations de chaque centre (cas des charges fonctionnelles).

Les charges sont ensuite réparties à l'aide de clés ou de la méthode «ABC» d'allocation des coûts (*Activity Based Costing*). Cette dernière méthode consiste à affecter les charges consommées aux différentes opérations concourant à la production des produits à l'aide d'inducteurs de ressources. Les principales clés de répartition utilisées sont les effectifs et les actes de gestion.

Les répartitions effectuées permettent d'affecter les charges d'exploitation à l'une des destinations prévues par le Code des assurances, à savoir :

- frais d'acquisition ;
- frais d'administration ;
- frais de gestion des sinistres ;
- frais de gestion des placements ;
- autres charges techniques et non techniques.

En fonction de ce rattachement, les charges par nature sont déversées trimestriellement dans les comptes de classe 6 des comptes sociaux et viennent alimenter les destinations du compte de résultat consolidé.

3.4.3.8. Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Depuis le 1^{er} janvier 2013, un crédit d'impôt est ouvert à l'ensemble des entreprises françaises : il est calculé sur les rémunérations versées dont le montant n'excède pas 2,5 fois le Smic. Le taux du crédit d'impôt est fixé à 6% pour les rémunérations versées en 2018.

Le CICE sera supprimé en 2019 et remplacé par un allègement de cotisations patronales à hauteur de 6% (article 9 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2018).

3.4.3.9. Commissions

Les commissions de placement (sur chiffre d'affaires et variation de stock) des contrats d'assurance sont comptabilisées en *Frais d'acquisition*.

Les commissions sur encours Vie, les commissions assises sur le résultat technique Prévoyance, les commissions de performance en Dommages et Prévoyance, ainsi que les autres commissions sont classées en *Frais d'administration*.

3.4.3.10. Impôts sur les résultats

L'article 11 de la loi de Finances pour 2017 abaisse progressivement le taux normal de l'impôt sur les sociétés afin de le ramener à 28 % en 2020 et à 25% en 2022 pour toutes les entreprises. Une étude portant sur les bases de retournement a conduit Natixis Assurances à appliquer en

2018 un taux global de 28,92% pour les filiales françaises et de 26,01% pour la filiale luxembourgeoise pour la détermination des impôts différés.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est classée en *Charges d'exploitation* avec les impôts et taxes et non pas en *Impôts sur les résultats*.

3.4.4. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs d'activité présentés dans les comptes consolidés sont :

- l'activité Vie, Épargne et Retraite ;
- l'activité Prévoyance ;
- l'activité Dommages (dommages aux biens, pertes pécuniaires, santé et garantie des accidents de la vie).

Ils correspondent à des natures de produits et des environnements réglementaires différents et sont identiques à ceux utilisés dans les reportings à destination du management.

Les secteurs géographiques de Natixis Assurances sont :

- la France (y compris la succursale française de la filiale luxembourgeoise) ;
- le Luxembourg.

3.4.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est présenté sous le format de l'approche indirecte.

Les opérations sur placement sont classées en activité d'investissement. Les intérêts et les dividendes sont en revanche rattachés aux activités opérationnelles afin de les mettre en face des charges opérationnelles correspondantes. Les flux sont présentés nets de réassurance.

3.5. NOTES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

3.5.1. INSTRUMENTS FINANCIERS

3.5.1.1. Placements

DÉCOMPOSITION DES PLACEMENTS

(en k€)	30/06/2018		31/12/2017	
	Valeur au bilan	% (valeur au bilan)	Valeur au bilan	% (valeur au bilan)
Immobilier de placement au coût amorti	126 919	-	127 474	-
Immobilier de placement en juste valeur par résultat	837 165	1,0 %	863 967	1,1 %
Immobilier de placement en UC	424 456	0,5 %	416 835	0,5 %
Immobilier de placement	1 388 540	1,7 %	1 408 276	1,8 %
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	1 595 545	2,0 %	1 919 686	2,5 %
Obligations disponibles à la vente	37 608 758	47 %	36 502 669	48 %
Obligations comptabilisées selon l'option de juste valeur	1 681 651	2,1 %	2 002 037	2,6 %
Obligations	40 885 954	51 %	40 424 392	53 %
Actions disponibles à la vente	1 255 466	1,6 %	1 288 219	1,7 %
Actions comptabilisées selon l'option de juste valeur	-	0 %	-	0 %
Actions	1 255 466	2 %	1 288 219	2 %
OPCVM disponibles à la vente	4 594 790	5,8 %	4 417 868	5,8 %
OPCVM comptabilisés selon l'option de juste valeur	495 913	0,6 %	480 430	0,6 %
OPCVM détenus à des fins de transaction	5 178 099	6,5 %	4 225 755	5,5 %
OPCVM	10 268 802	13 %	9 124 053	12 %
Sous-total Placements financiers (hors immobilier et prêts et créances)	52 410 222	66 %	50 836 664	66 %
<i>dont placements financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	<i>1 595 545</i>	<i>2,0 %</i>	<i>1 919 686</i>	<i>2,5 %</i>
<i>dont placements financiers disponibles à la vente</i>	<i>43 459 014</i>	<i>54 %</i>	<i>42 208 756</i>	<i>55 %</i>
<i>dont placements financiers en juste valeur par résultat ⁽¹⁾</i>	<i>7 355 663</i>	<i>9 %</i>	<i>6 708 222</i>	<i>9 %</i>
Prêts & créances	10 800 953	14 %	10 726 652	14 %
Placements représentant les contrats en UC comptabilisés selon l'option de juste valeur	15 244 780	19 %	13 743 356	18 %
Instruments dérivés actifs	25 586	0,0 %	102 491	0,1 %
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	79 870 081	100 %	76 817 439	100 %
Instruments dérivés passifs et dettes sur instruments dérivés	(1 436)		(76 226)	

(1) Hors immobilier de placement.

PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES SUR PLACEMENTS FINANCIERS

Décomposition des placements financiers (en k€)	30/06/2018				31/12/2017			
	Coût amorti	Juste valeur	Valeur comptable	Plus-values latentes	Coût amorti	Juste valeur	Valeur comptable	Plus-values latentes
Immobilier de placement	1 294 891	1 405 805	1 388 540	110 914	1 166 040	1 403 120	1 408 276	237 080
Obligations détenues jusqu'à l'échéance	1 595 545	1 859 137	1 595 545	263 592	1 919 686	2 243 645	1 919 686	323 959
Obligations disponibles à la vente	34 854 944	37 608 758	37 608 758	2 753 814	33 468 000	36 502 669	36 502 669	3 034 669
Obligations en option de juste valeur	1 623 060	1 681 651	1 681 651	58 591	1 902 439	2 002 037	2 002 037	99 598
Obligations	38 073 549	41 149 546	40 885 954	3 075 997	37 290 125	40 748 351	40 424 392	3 458 226
Actions disponibles à la vente	1 074 221	1 255 466	1 255 466	181 245	1 055 665	1 288 219	1 288 219	232 553
Actions en option de juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	1 074 221	1 255 466	1 255 466	181 245	1 055 665	1 288 219	1 288 219	232 553
OPCVM disponibles à la vente	4 307 875	4 594 790	4 594 790	286 915	4 023 940	4 417 868	4 417 868	393 928
OPCVM en option de juste valeur	515 847	495 913	495 913	(19 935)	494 800	480 430	480 430	(14 370)
OPCVM détenus à des fins de transaction	5 182 018	5 178 099	5 178 099	(3 919)	4 228 944	4 225 755	4 225 755	(3 188)
OPCVM	10 005 740	10 268 802	10 268 802	263 061	8 747 684	9 124 053	9 124 053	376 369
Prêts et créances	10 800 953	10 800 953	10 800 953	-	10 726 652	10 726 652	10 726 652	-
Sous-total Placements financiers (hors immobilier de placement)	59 954 464	63 474 767	63 211 175	3 520 303	57 820 126	61 887 274	61 563 316	4 067 148

EFFETS DES RELATIONS DE COUVERTURE SUR LES PLACEMENTS

Décomposition des placements (en k€)	Valeur comptable – 30 juin 2018			
	Instruments financiers	Impact des instruments dérivés sujets à la compt. de couverture	Impact des autres instruments dérivés	Valeur cumulée de l'inst. couvert et de l'inst. de couverture
Immobilier de placement au coût amorti	126 919	-	-	126 919
Immobilier de placement en juste valeur par résultat	837 165	-	-	837 165
Immobilier de placement en UC	424 456	-	-	424 456
Immobilier de placement	1 388 540	-	-	1 388 540
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	1 595 545	-	-	1 595 545
Obligations disponibles à la vente	37 608 758	1 378	11 702	37 621 838
Obligations comptabilisées selon l'option de juste valeur	1 681 651	-	-	1 681 651
Obligations	40 885 954	1 378	11 702	40 899 034
Actions disponibles à la vente	1 255 466	-	(82)	1 255 384
Actions comptabilisées selon l'option de juste valeur	-	-	-	-
Actions	1 255 466	-	(82)	1 255 384
OPCVM disponibles à la vente	4 594 790	-	9 813	4 604 603
OPCVM comptabilisés selon l'option de juste valeur	4 95 913	-	1 340	497 253
OPCVM comptabilisés à des fins de transaction	5 178 099	-	-	5 178 099
OPCVM	10 268 802	-	11 153	10 279 955
Sous-total Placements financiers (hors immobilier et prêts et créances)	52 410 222	1 378	22 772	52 434 372
<i>dont placements financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	<i>1 595 545</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1 595 545</i>
<i>dont placements financiers disponibles à la vente</i>	<i>43 459 014</i>	<i>1 378</i>	<i>21 433</i>	<i>43 481 825</i>
<i>dont placements financiers en juste valeur par résultat ⁽¹⁾</i>	<i>7 355 663</i>	<i>-</i>	<i>1 340</i>	<i>7 357 003</i>
Prêts & créances	10 800 953	-	-	10 800 953
Placements représentant les contrats en UC comptabilisés à la juste valeur par résultat	15 244 780	-	-	15 244 780
Autres dérivés de couverture	-	-	-	-
PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE	79 844 495	1 378	22 772	79 868 645

(1) Hors immobilier de placement.

À l'échéance de l'OAT Forward qui fait l'objet d'une comptabilité de couverture, Natixis Assurances sera livrée d'une obligation de nominal 5 M€.

3.5.1.2. Passifs financiers

PRÉSENTATION DES PASSIFS FINANCIERS

Nature des instruments financiers passifs (en k€)	30/06/2018			31/12/2017		
	Juste valeur	Valeur comptable	% (Valeur comptable)	Juste valeur	Valeur comptable	% (Valeur comptable)
Passifs relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire - hors UC	(2)	20 179 543	78 %	(2)	20 463 809	78 %
Passifs relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire - en UC		4 155 166	15 %		3 960 987	15 %
Instruments financiers passifs comptabilisés en normes locales ⁽¹⁾	-	24 334 709	94 %	-	24 424 796	94 %
Passifs relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire - hors UC	-	-	0 %	-	-	0 %
Dettes subordonnées et autres dettes de financement	1 623 930	1 577 704	6 %	1 607 182	1 561 826	6 %
Instruments financiers passifs comptabilisés au coût amorti	1 623 930	1 577 704	6 %	1 607 182	1 561 826	6 %
Passifs relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire - en UC	30 424	30 424	0,1 %	30 753	30 753	0,1 %
Instruments financiers passifs comptabilisés selon l'option de juste valeur	30 424	30 424	0,1 %	30 753	30 753	0,1 %
Instruments dérivés passifs et dettes sur instruments dérivés	1 436	1 436	0,0 %	76 226	76 226	0,3 %
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	-	25 944 273	100 %	-	26 093 601	100 %

(1) Selon les dispositions d'IFRS 4.

(2) La juste valeur des contrats d'investissement à participation discrétionnaire n'a pas été déterminée. En effet, le cadre réglementaire du calcul de la juste valeur des contrats d'assurance et des contrats financiers à participation discrétionnaire n'est pas défini ; il a fait l'objet de nombreux débats à l'occasion des travaux d'élaboration de la future norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance.

3.5.1.3. Produits des instruments financiers nets de charges (en k€)

Frais de gestion non ventilés	juin 2018	juin 2017
Frais externes de gestion des placements	(25 755)	(27 856)
Frais internes de gestion des placements	(4 896)	(3 473)
Frais de gestion	(30 651)	(31 329)

Immobilier de placement	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	30 617	29 822
Charges des placements	(12 004)	(11 208)
Frais de gestion	(2 207)	(2 460)
Variation de juste valeur hors cessions	18 922	5 739
Plus ou moins-values de cession	12 344	12 690
Variation des dépréciations	-	-
Produits financiers nets de charges	47 672	34 583

Placements détenus jusqu'à l'échéance	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	51 141	58 481
Charges des placements	-	-
Plus ou moins-values de cession nettes de reprises de dépréciations	272	467
Variation des dépréciations	(5)	-
Produits financiers nets de charges	51 408	58 948

Placements disponibles à la vente	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	512 716	483 338
Charges des placements	-	-
Plus ou moins-values de cession nettes de reprises de dépréciations	76 253	207 519
Variation des dépréciations	(22 394)	(6 558)
Produits financiers nets de charges	566 575	684 299

Placements en option de juste valeur	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	73 978	53 668
Charges des placements	-	-
Variations de juste valeur hors cession	(45 629)	79 444
Ajustement Acav	(115 725)	406 570
Plus ou moins-values de cession	11 563	11 439
Variation de la dette envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	-	700
Produits financiers nets de charges	(75 813)	551 821

Placements détenus à des fins de transaction y compris dérivés	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	7 338	7 096
Charges des placements	(16 055)	(18 571)
Variations de juste valeur hors cession	(4 508)	(3 832)
Plus ou moins-values de cession	(22 246)	(2 353)
Produits financiers nets de charges	(35 471)	(17 660)

Prêts et créances	juin 2018	juin 2017
Produits des placements	145 085	175 671
Charges des placements	(1 849)	(1 791)
Plus ou moins-values de cession nettes de reprises de dépréciations	-	-
Variation des dépréciations	-	-
Produits financiers nets de charges	143 236	173 880

Total des placements des activités d'assurance	juin 2018	juin 2017
Frais de gestion non ventilés	(30 651)	(31 329)
Immobilier de placement	47 672	34 583
Placements détenus jusqu'à l'échéance	51 408	58 948
Placements disponibles à la vente	566 575	684 299
Placements en option de juste valeur	(75 813)	551 821
Placements détenus à des fins de transaction	(35 471)	(17 660)
Prêts et créances	143 236	173 880
Produits financiers nets de charges hors charges de financement	666 956	1 454 542

3.5.1.4. Provisions pour dépréciation des placements

Provisions pour dépréciation durable ou significative (en k€)	31/12/2017	Dotation	Reprise sur cession ou remboursement	Reprise sans objet ⁽¹⁾	30/06/2018
Placements détenus jusqu'à l'échéance	1 675	5	-	222	1 459
Placements disponibles à la vente	160 733	22 394	10 154	-	172 973
<i>dont obligations</i>	12 451	8 763	-	-	21 214
<i>dont actions et OPCVM</i>	148 282	13 631	10 154	-	151 759
Total Provisions pour dépréciation	162 408	22 399	10 154	222	174 432

(1) Provision devenue sans objet ou remboursement partiel.

3.5.1.5. Instruments financiers comptabilisés en juste valeur

Techniques utilisées pour déterminer la juste valeur

Concernant les principes fondamentaux de valorisation des placements, on se référera au § 3.4.2.4.

La majorité des instruments financiers comptabilisés en juste valeur sont évalués à leur cotation (niveau 1). Les titres dont la juste valeur est mesurée par des techniques de valorisation, faisant référence à des

données de marché ou non, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Les titres à revenu fixe dont les cours correspondent à des prix évalués par un nombre de contributeurs du marché supérieur ou égal à 5 sont comptabilisés en niveau 1, tandis que ceux compris entre 2 et 4 contributeurs sont comptabilisés en niveau 2. Lorsque l'évaluation est faite par un seul contributeur, les titres sont comptabilisés en niveau 3.

Les placements en représentation des contrats en unités de compte sont majoritairement des OPCVM. La juste valeur retenue correspond à la valeur liquidative communiquée par le gérant du fonds, classée en niveau 1.

Natixis Assurances consolidé : 30/06/2018					
Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur (en k€)	Juste valeur totale	Juste valeur déterminée à partir de cotations	Juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché	Juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation ne s'appuyant pas sur des données de marché	Détail des titres concernés par les techniques de valorisation
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Immobilier de placement	1 261 621	-	1 261 621	-	
Obligations	37 608 758	30 848 740	4 320 044	2 439 975	- Obligations évaluées par 2 à 4 contributeurs, certificats de dépôt (niv. 2) - 82 obligations évaluées par moins de 2 contributeurs (niv. 3)
Actions	1 326 769	1 119 358	173 206	34 205	- SCI Tour W (niv. 3), autres SCI (niv. 2)
OPCVM	4 365 470	3 348 887	1 016 582	-	- SCPI peu liquides, FCPR liquides (niv. 2) - SCI Foncière 2, SCI FLI 1 et 2, SICAV Belge, Actions BP, Développement (niv. 2)
Titres de participation	158 018	-	153 060	4 958	- Inter Mutuelle Assistance et Surassur (niv. 3)
Actifs financiers disponibles à la vente	43 459 014	35 316 985	5 662 892	2 479 137	
Obligations	1 681 651	89 019	-	1 592 632	- 79 obligations évaluées par moins de 2 contributeurs (niv. 3)
OPCVM	5 674 012	5 269 607	404 405	-	- SCPI et OPCI peu liquides (niv. 2)
Actifs financiers en juste valeur par résultat	7 355 663	5 358 626	404 405	1 592 632	
Instruments dérivés actifs	25 586	11 171	14 416	-	- Calls, puts et futures listés (niv. 1)
Instruments dérivés passifs et dettes rattachées	(1 436)	(128)	(1 308)	-	- Caps, swaps de taux et devise, Forward CDS (niv. 2)
Total actifs et passifs financiers (hors immobilier de placement)	50 838 827	40 686 654	6 080 405	4 071 769	
% N	100 %	80,0 %	12,0 %	8,0 %	
% N-1	100 %	81,9 %	7,8 %	10,3 %	

Variation des titres évalués selon le niveau 3

(en k€)	Ouverture niveau 3	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Reclassement de la période			Clôture du niveau 3
		Au compte de résultat	En capitaux propres	Entrées	Sorties	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	1 911 757	(18 201)	-	150 576	(451 501)	-	-	-	1 592 632
Actifs financiers disponibles à la vente	3 145 655	5 060	(20 406)	370 134	(105 088)	(1 521 903)	605 685	-	2 479 137
Total	5 057 412	(13 140)	(20 406)	520 710	(556 589)	(1 521 903)	605 685	-	4 071 769

Les reclassements en dehors du niveau 3 se décomposent principalement comme suit :

- 931 M€ de FCT pour lesquels des rapports de valorisation récents ont été obtenus des sociétés de gestion au 30/06/2018 ;
- 321 M€ de placements obligataires pour lesquels le niveau de juste valeur a été déterminé à partir du score Bloomberg BVAL Cash (indicateur non utilisé au 31/12/2017) ;

- 125 M€ de dettes privées pour lesquelles des diligences complémentaires ont été effectuées par rapport au 31/12/2017 (recours à une double-valorisation, utilisation d'un pricer dette privée par Ostrum) ;

- 126 M€ d'obligations pour lesquelles le nombre de contributeurs retenus est passé de moins de 1 à 2 ou plus sur le semestre.

3.5.2. DETTES DE FINANCEMENT

Nature des dettes financières ⁽¹⁾ (en k€)	Répartition de la valeur comptable au 30/06/2018 par échéance			Valeur comptable 30/06/2018	Valeur comptable 31/12/2017
	inf. à 1 an	de 1 à 5 ans	sup. à 5 ans		
Emprunts subordonnés à durée déterminée souscrits auprès de Natixis ou d'entités du Groupe BPCE	9 087	113 000	395 000	517 087	508 796
Emprunts subordonnés à durée déterminée souscrits à l'extérieur du groupe	-	-	-	-	-
Total Emprunts à durée déterminée	9 087	113 000	395 000	517 087	508 796
Emprunts subordonnés à durée indéterminée souscrits auprès de Natixis ou d'entités du Groupe BPCE ⁽²⁾	1 746	-	273 500	275 246	274 392
Emprunts subordonnés à durée indéterminée souscrits à l'extérieur du groupe ⁽³⁾	6 292	-	251 000	257 292	251 069
Total Emprunts à durée indéterminée	8 038	-	524 500	532 538	525 461
Total Dettes subordonnées	17 125	113 000	919 500	1 049 625	1 034 256
Autres dettes de financement souscrits auprès de Natixis ou d'entités du Groupe BPCE	136 079	392 000	-	528 079	527 569
Autres dettes de financement souscrits à l'extérieur du groupe	-	-	-	-	-
Total Dettes de financement	153 204	505 000	919 500	1 577 704	1 561 826

(1) Les dettes à court terme sont supposées à moins d'un an et l'échéance contractuelle des contrats financiers est présentée dans la partie sur le risque de taux § 3.3.5.

(2) Emprunts à durée indéterminée avec call à 10 ans (22 M€ à fin 2022) ; autres emprunts : call tous les ans (1^{ère} date de call dépassée).

(3) Emprunts à durée indéterminée avec call à 11 ans (251 M€ à fin 2025).

3.5.3. RISQUES DES CONTRATS EN UNITÉS DE COMPTE

Tableau de réconciliation des contrats en UC (k€)	Stock au 30/06/2018	Stock au 31/12/2017
SCI consolidée en représentation des contrats en UC	424 456	416 835
Autres placements financiers en représentation des contrats en UC	15 244 780	13 743 356
Total valeur comptable des actifs représentant les contrats en UC (a)	15 669 236	14 160 191
Provisions techniques des contrats d'assurance en UC	11 694 951	10 255 982
Passifs des contrats financiers en UC	4 185 590	3 991 740
Total des passifs des contrats en UC hors garantie plancher (b)	15 880 541	14 247 722
dont PSAP UC (c)	-	-
Provision pour garantie plancher	60 984	46 190
Total des passifs relatifs aux contrats en UC	15 941 525	14 293 912
Sur ou sous-couverture liée au décalage temporaire d'investissement (a) - (b)	(211 305)	(87 531)
Sur ou sous-couverture hors PSAP UC (a) - (b) + (c)	(211 305)	(87 531)

3.6. NOTES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

3.6.1. CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

Valeur comptable (k€)	30/06/2018	31/12/2017
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	49 456 890	45 412 918
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	24 365 133	24 455 549
Participation aux bénéfices différée passive	2 862 582	3 273 892
Passifs relatifs aux contrats	76 684 605	73 142 359
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires	(12 082 391)	(11 048 599)
Participation aux bénéfices différée active	-	-
TOTAL ACTIFS ET PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	64 602 214	62 093 760

3.6.1.1. Provisions techniques des contrats d'assurance

PASSIFS RELATIFS À DES CONTRATS D'ASSURANCE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Valeur comptable (en k€)	Vie, Épargne, Retraite		Prévoyance ⁽¹⁾		Dommages		Total Assurance	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Provisions mathématiques	34 331 020	32 004 994	89 146	71 275	-	-	34 420 166	32 076 269
Provisions pour primes non acquises	-	-	8 446	4 426	448 902	369 662	457 348	374 088
Provisions pour sinistres (a)	356 761	270 031	422 473	380 243	906 602	865 294	1 685 836	1 515 568
Provision résultant du test de suffisance du passif	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices	1 120 885	1 114 800	-	-	-	-	1 120 885	1 114 800
Autres provisions	-	-	45 632	43 908	32 072	32 303	77 704	76 211
Provisions techniques brutes - contrats d'assurance hors UC	35 808 666	33 389 825	565 697	499 852	1 387 576	1 267 259	37 761 939	35 156 936
Provisions techniques brutes - contrats d'assurance en UC	11 694 951	10 255 982	-	-	-	-	11 694 951	10 255 982
Provisions mathématiques et provisions pour participation aux bénéfices cédées	3 770 010	5 102 798	-	-	-	-	3 770 010	5 102 798
Provisions pour primes non acquises et autres provisions cédées	-	-	41 392	38 277	19 885	18 702	61 277	56 979
Provisions pour sinistres cédées (b)	160 240	130 800	115 211	148 829	75 688	64 885	351 139	344 514
Provisions résultant du test de suffisance du passif	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques brutes - contrats d'assurance hors UC	3 930 250	5 233 598	156 603	187 106	95 573	83 587	4 182 426	5 504 291
Part des réassureurs dans les provisions techniques - contrats d'assurance en UC	3 195 027	3 005 769	-	-	-	-	3 195 027	3 005 769
TOTAL DES PASSIFS NETS RELATIFS À DES CONTRATS D'ASSURANCE	40 378 340	35 406 440	409 094	312 746	1 292 003	1 183 672	42 079 437	36 902 858

(1) Vie et Non Vie

(a) dont IBNR bruts	-	-	125 323	124 879	299 097	307 962	424 420	432 840
(b) dont IBNR cédés	-	-	56 257	56 257	20 421	21 681	76 678	77 938

Tous les contrats d'assurance appartiennent à la zone géographique France.

3.6.1.2. Passifs relatifs à des contrats financiers

PASSIFS RELATIFS À DES CONTRATS FINANCIERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Valeur comptable (en k€)	Vie, Épargne, Retraite		Prévoyance et Dommages		Total Contrats financiers	
	2018	2017	2018	2016	2018	2017
Provisions mathématiques (b)	19 176 169	19 451 141	-	-	19 176 169	19 451 141
Provisions pour primes non acquises	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres (a) (c)	377 653	371 956	-	-	377 653	371 956
Provision résultant du test de suffisance du passif	-	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices	625 721	640 712	-	-	625 721	640 712
Autres provisions	-	-	-	-	-	-
Passifs bruts relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire hors UC	20 179 543	20 463 809	-	-	20 179 543	20 463 809
Passifs bruts relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire hors UC	-	-	-	-	-	-
Passifs bruts relatifs à des contrats financiers en UC (d)	4 185 590	3 991 740	-	-	4 185 590	3 991 740
Provisions mathématiques et provisions pour participation aux bénéfices cédées	4 546 851	2 384 696	-	-	4 546 851	2 384 696
Provisions pour primes non acquises cédées, autres provisions cédées	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres cédées	-	-	-	-	-	-
Provisions résultant du test de suffisance du passif	-	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices	-	-	-	-	-	-
Autres provisions cédées	-	-	-	-	-	-
Part des cessionnaires dans les passifs des contrats financiers avec participation discrétionnaire hors UC	4 546 851	2 384 696	-	-	4 546 851	2 384 696
Part des cessionnaires dans les passifs des contrats financiers sans participation discrétionnaire hors UC	-	-	-	-	-	-
Part des cessionnaires dans les passifs relatifs à des contrats financiers en UC	158 087	153 843	-	-	158 087	153 843
TOTAL DES PASSIFS NETS RELATIFS À DES CONTRATS FINANCIERS	19 660 195	21 917 010	-	-	19 660 195	21 917 010

(a) dont IBNR = 0

DÉTAIL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(b) dont PM euros brutes zone Luxembourg	2 938 608	2 878 878	-	-	2 938 608	2 878 878
(c) dont PSAP brutes zone Luxembourg	-	-	-	-	-	-
(d) dont PM UC brutes zone Luxembourg	1 757 566	1 633 480	-	-	1 757 566	1 633 480
(d) dont PSAP UC brutes zone Luxembourg	-	-	-	-	-	-
Passifs cédés zone Luxembourg	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS ZONE LUXEMBOURG	4 696 173	4 512 358	-	-	4 696 173	4 512 358

La succursale française de la filiale luxembourgeoise fait partie de la zone France.

3.7. AUTRES NOTES

3.7.1. BILAN

ÉCARTS D'ACQUISITION

Répartition des écarts d'acquisition par entité consolidée (en k€)	30/06/2018			31/12/2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
BPCE Vie	16 412	-	16 412	16 412	-	16 412
Natixis Life	1 235	-	1 235	1 235	-	1 235
Total	17 647	-	17 647	17 647	-	17 647

Lors de l'acquisition de BPCE Assurances en 2014 et 2017, Natixis Assurances a constaté des écarts d'acquisition respectivement de 153 M€ et 93 M€ imputés en capitaux propres.

Conformément aux normes IAS 28.32 et IAS 28.42, les écarts d'acquisition, constatés sur les entités ADIR et SCI DUO PARIS présentés dans ce poste du bilan auparavant, ont été reclassés en « Investissements dans les entreprises associées » à partir de 2017.

COMPOSITION DES RÉSERVES AFS

Décomposition des réserves AFS - part du groupe (en k€)	30/06/2018	31/12/2017
Réserve de réévaluation titres à revenu fixe	2 816 472	3 102 213
Réserve de réévaluation titres à revenu fixe - titres reclassés	-	-
Réserve de réévaluation titres à revenu variable	475 837	635 475
Réserve de réévaluation	3 292 309	3 737 689
Réserve de participation aux bénéfices différée	(2 865 380)	(3 252 243)
Réserve d'impôts différés	(123 292)	(140 410)
Effet de la réévaluation des actifs financiers AFS	303 637	345 035
Réserve de réévaluation - instruments dérivés CFH	1 378	1 197
Réserve de PB différée - instruments dérivés CFH	(1 226)	(1 065)
Réserve d'impôts différés - instruments dérivés CFH	(44)	(38)
Effet de la réévaluation des instruments dérivés de couverture	108	94
Réserve de réévaluation recyclable nette de comptabilité reflet	303 745	345 129

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Détail des provisions pour risques et charges (en k€)	2018	2017
Provision pour litiges	17 264	19 008
Provision pour médailles du travail, IFC et congés anniversaire	11 278	11 336
Total Provisions pour risques et charges	28 542	30 344

ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

À la date de l'arrêté, BPCE Vie envisage de céder trois portefeuilles cantonnés d'assurance vie représentant 707 M€ d'encours d'assurance vie et de provision pour participation aux bénéfices. En application d'IFRS 5, les opérations concernées sont enregistrées dans les rubriques *Actifs et Passifs destinés à la vente et abandons d'activité du bilan*, dont le détail est présenté ci-dessous (k€).

ACTIFS		PASSIFS	
Placements disponibles à la vente	446 115	Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	412 841
Placements en option de juste valeur et détenus à des fins de transaction	32 281	Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC	160 773
Placements prêts et créances	3 551	Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	27 609
Placements financiers en UC	161 731	Participation aux bénéfices différée passive	31 412
Part des cessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	11	Passifs d'impôt différé	1 123
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	(81)	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	1 883
Autres créances	58 042	Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	697
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 303	Autres dettes	70 269
ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITÉ	709 953	PASSIFS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ABANDONNÉES	706 606

3.7.2. ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

Engagements (k€)	2018	2017
Caution de BPCE sur les opérations de prêt de titres	3 000 000	5 024 161
Garantie autonome à première demande apportée par Natixis pour un contrat collectif (*)	2 000 000	-
Autres cautions reçues (*)	4 161	-
Découvert autorisé auprès de Natixis	5 000	5 000
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et récessionnaires	2 677 792	1 984 684
Engagements reçus	7 686 953	7 013 845
Investissement restant à libérer (FCPR et FCT)	2 833 787	2 611 452
Cautions et avals donnés	12 920	12 920
Engagements donnés	2 846 707	2 624 372

* La GAPD de Natixis et les autres cautions reçues sont présentées sur différentes lignes à partir de 2018.

3.7.3. COMPTE DE RÉSULTAT

PRIMES ACQUISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en k€)	Vie, Épargne, Retraite		Prévoyance		Dommages		Total	
	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017
Primes acquises	5 673 075	5 565 401	441 788	421 797	523 049	485 035	6 637 912	6 472 233
dont primes acquises zone France	5 379 023	5 233 623	441 788	421 797	523 049	485 035	6 343 860	5 832 919
dont primes acquises zone Luxembourg	294 052	331 778	-	-	-	-	294 052	639 314

La zone Luxembourg inclut uniquement le siège luxembourgeois de Natixis Life (la succursale française de Natixis Life figure dans la zone France).

COMPTE DE RÉSULTAT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en M€)	Vie, Épargne, Retraite		Prévoyance et ADE		Dommages		Autres		Total	
	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017
Produit net bancaire	170	149	91	94	152	144	9	9	422	397
Frais généraux format bancaire	(113)	(78)	(33)	(26)	(55)	(91)	(13)	(25)	(214)	(220)
Résultat opérationnel	57	71	58	68	97	54	(4)	(16)	208	177
Charge de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	(19)	(21)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	-	-	-	-	-	-	-	3	7
Impôts sur les résultats	-	-	-	-	-	-	-	-	(63)	(42)
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	-	-	-	128	121
dont résultat opérationnel zone France	53	69	58	68	97	54	(4)	(16)	204	175
dont résultat opérationnel zone Luxembourg	4	2	-	-	-	-	-	-	4	2

Le résultat opérationnel *Autres* correspond à BPCE APS, à la holding et aux éléments exceptionnels.

CHARGE D'IMPÔT

Décomposition de la charge d'impôt (en k€)	30/06/2018	30/06/2017
Charge d'impôt exigible	(61 310)	(33 771)
Ajustement au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(856)	(13 327)
Charge d'impôt différé afférent aux différences temporelles	(1 089)	4 665
Charge d'impôt totale	(63 255)	(42 433)

3.8. ÉVÈNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu postérieurement à la clôture du 30 juin 2018

4. RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS CONDENSÉS.
(PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2018 AU 30 JUIN 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 Rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, Rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Au Président du Conseil d'administration

Natixis Assurances
30, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Natixis Assurances et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés condensés de Natixis Assurances, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 (ci-après « les Comptes »), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces Comptes ont été arrêtés sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces Comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des Comptes avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Fait à Paris La Défense et Neuilly sur Seine, le 16 octobre 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Marie-Christine Jetil

Mazars



Jean-Claude Pauly Maxime Simoen